

5 octobre 2007

Consultation Publique ARCEP La situation concurrentielle des fourreaux de communications électronique et leur régulation éventuelle

Contribution de la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines

Préambule

Depuis le 12 mai 2005, la Communauté d'Agglomération de Saint Quentin en Yvelines (CA) est propriétaire de l'infrastructure du réseau câblé desservant leur territoire. Elle assure la responsabilité de l'exploitation technique et de la maintenance. Par ailleurs, l'exploitation commerciale est assurée par la SAEM SLECANSOCA, qui a actuellement délégué ce service à l'opérateur Numericable.

Les objectifs de la CA consistent à exercer la maîtrise de l'aménagement numérique du territoire, à valoriser des travaux réalisés par les collectivités dans le passé et à favoriser une offre concurrentielle et équi-répartie sur la totalité du territoire.

Les premières actions engagées par la CA ont consisté à mettre en place un marché de maintenance des infrastructures de façon à garantir la qualité du réseau pour les opérateurs de services et à engager un marché de modernisation et d'extension de façon à augmenter la capacité vis-à-vis des services bidirectionnels (Internet) et à augmenter la fiabilité (réduction du nombre de pannes).

Au-delà de la poursuite du développement du réseau vers les usagers résidentiels, la collectivité a engagé une réflexion pour voir comment une telle infrastructure peut servir de fondation pour le développement du haut débit en faveur d'utilisateurs non ciblés par le réseau câblé, à savoir les entreprises situées dans les zones d'activités économiques et les collectivités elles-mêmes.

Objectifs et orientations prises par la CASQY en faveur d'une situation concurrentielle

Maîtrisant les infrastructures destinés aux réseaux de communications électroniques sis sur son territoire, notamment celles acquises lors de la dévolution des biens de l'Etablissement Public d'Aménagement (EPA) de la Ville Nouvelle de Saint Quentin en Yvelines, et dans le cadre de ses compétences, la CA souhaite profiter de cet état des choses pour engager un aménagement dynamique et coordonné des réseaux numériques sur son territoire.

Dans ce cadre et afin de réduire les coûts et l'impact de travaux de génie civil éventuellement redondants, elle incite à un dialogue constructif avec les opérateurs souhaitant développer réseaux et services sur tout ou partie du territoire.

Dans la limite des capacités actuelles et futures des infrastructures, la CA invite donc, de manière préférentielle, mais sans faire obstacle à d'éventuels passages justifiés d'autres réseaux, les opérateurs à utiliser les infrastructures passives existantes.

Ainsi, par sa délibération du 15 février 2007, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saint Quentin en Yvelines a fixé les règles d'accès à ses infrastructures passives de communications électroniques par les opérateurs et a fixé une redevance d'occupation de ces infrastructures.

La CA a également défini une convention cadre de mise à disposition de ces infrastructures.